



CINQUANTENAIRE DE L'ANGOLA

Denis Sassou N'Guesso décoré de la médaille de la Classe d'honneur



Le président de la République Denis Sassou N'Guesso a été distingué le 11 novembre à Luan-da pour son engagement et son soutien aux combattants de la lutte pour la libération de l'Angola. Cette distinction honorifique lui a été remise en marge des festivités marquant le cinquantième anniversaire de l'accession de l'Angola à l'indépendance.

Page 16

Denis Sassou N'Guesso recevant la médaille de João Lourenço/DR

ENVIRONNEMENT

Le Bassin du Congo s'invite à la Cop30

Les représentants des pays d'Afrique centrale, des bailleurs de fonds et des partenaires au développement se sont réunis le 12 novembre à Belém au Brésil pour mobiliser les financements nécessaires à la conservation et la préservation des écosystèmes du Bassin du

Congo, deuxième poumon vert de la planète après l'Amazonie en Amérique latine.

Page 7

COOPÉRATION INTERPARLEMENTAIRE

Le Congo et l'Afrique du Sud engagés à échanger les expériences

La République du Congo et l'Afrique du Sud entendent renforcer leur coopération à travers les échanges d'expériences au niveau du Parlement. Le président du Sénat, Pierre Ngolo a évoqué la question le 11 novembre



Pierre Ngolo s'entretenant avec Mziwamadoda Uppington Kalako/DR à Brazzaville avec l'ambassadeur sud-africain au Congo, Mziwamadoda Uppington Kalako.

Page 2

SANTÉ

Arrivée de la 32^e mission médicale chinoise

Les membres de l'équipe de la trente-deuxième mission médicale chinoise en République du Congo ont été présentés le 11 novembre à Brazzaville au cours d'une cérémonie organisée par l'ambassadrice de Chine, An Qing.

« L'ambassade de Chine sera toujours votre appui indéfectible. Elle continuera de soutenir pleinement le travail de l'équipe médicale chinoise et de créer des conditions favo-



La 32^e mission médicale posant avec l'ambassadrice et les autorités congolaises rables pour l'accomplissement de votre mission en toute sécurité », a indiqué la diplomate chinoise.

Page 5

Éditorial
Penser
réinsertion

Page 2

ÉDITORIAL

Penser réinsertion

La population, le Parlement, les institutions nationales et les partis politiques ont approuvé l'opération de traque contre les gangs communément appelés «Kulunas» ou «Bé-bés noirs», responsables d'actes de violence extrême en milieu urbain.

Depuis sa mise en œuvre par la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP), la sécurité s'est nettement améliorée à Brazzaville où les habitants témoignent d'un retour progressif au calme. Faire en sorte que la population vive durablement en paix et que la quiétude s'instaure sur tout le territoire national demande une franche collaboration des citoyens avec les responsables de cette mission.

Premiers concernés par l'insécurité urbaine, ils sont appelés, pour la réussite de cette opération, à dénoncer les bandits et aider à dénicher les lieux d'habitation et cachettes de ces délinquants partout où ils se trouvent. Le but est de permettre aux forces de l'ordre de prendre en main des zones névralgiques, en vue de restaurer l'autorité de l'Etat et garantir la sécurité des personnes et de leurs biens.

Ces gangs composés en majorité de jeunes usent de machettes et autres armes blanches. Le phénomène avait pris une telle ampleur que même les agents des forces de l'ordre n'étaient plus épargnés. D'où la forte adhésion de tous à l'initiative lancée par le chef de l'Etat.

Au demeurant, penser à la réinsertion de certains d'entre eux encore peu ancrés dans ce mouvement devrait figurer en tête des initiatives des pouvoirs publics. Occuper ces jeunes est une manière de les détourner de la violence, de leur donner un avenir et de leur permettre de se rendre utile à la société. Vu la forte proportion de la jeunesse au sein de la population congolaise, il y a urgence à prendre en compte toutes ses composantes, y compris au plus bas de l'échelle sociale.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION INTERPARLEMENTAIRE

Le Congo et l'Afrique du sud réaffirment leur volonté d'échanger les expériences



Pierre Ngolo s'entretenant avec Mziwamadoda Uppington Kalako

Le président du Sénat, Pierre Ngolo, a conféré le 11 novembre à Brazzaville, avec l'ambassadeur de la République d'Afrique du sud au Congo, Mziwamadoda Uppington Kalako, sur la nécessité de renforcer la coopération entre les deux pays à travers les échanges d'expériences dans le domaine parlementaire.

La rencontre entre les deux personnalités s'inscrivait dans le cadre de la poursuite des visites que le diplomate sud-africain avait enclenchées dès son en arrivée en terre congolaise. « Nous avons parlé des questions concernant nos deux Parlements. Il est donc question que nos Parlements puissent avoir des échanges d'expériences. Cela fera de telle sorte que nous puissions tous bénéficier de ce que chaque pays est en train de faire », a expliqué Mziwamadoda Uppington.

Saluant l'excellence des relations entre les deux pays, le diplomate a rappelé que la République du Congo a joué un rôle très important dans la lutte contre l'Apartheid. « Le rôle que le Congo a joué est quelque chose que nous ne pouvons pas oublier. Le Congo est l'un des pays africains qui ont fait que nous puissions sortir de ce régime. Alors, nous avons les relations dans beaucoup de secteurs dont le domaine militaire, mais nous voulons également renforcer ces relations au niveau des Parlements », a poursuivi l'ambassadeur d'Afrique sud.

Selon lui, son pays qui dispose également des chefferies et des royautes, aimerait bénéficier de l'expérience congolaise en apprenant comment les choses se passent dans le pays. Le

Congo pourrait aussi profiter de l'expertise de la République sud-africaine, à travers des échanges mutuels. « Nous savons que le Congo, au niveau de l'Union africaine, est un pays qui nous montre l'exemple. Beaucoup de pays suivent l'exemple du Congo, nous aimerions faire de telle sorte que l'Afrique soit capable de travailler en unité. Dans le domaine économique, nous voulons qu'avec des ressources naturelles dont regorge le continent, nous ne puissions plus les exporter mais les développer sur place. Cela donnera une prévalue aux économies nationales, surtout pour l'avenir du continent. Dans ce processus, les Parlements ont un grand rôle à jouer dans la prise des décisions », a conclu Mziwamadoda Uppington.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N’Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguét Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l’Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

PARLEMENT

Une formation diplômante au profit du personnel administratif

Destinée aux fonctionnaires parlementaires du Congo et autre personnel administratif, la formation diplômante « Geoffrey Dieudonné » qui se déroule du 10 au 14 novembre à Brazzaville, vise, entre autres, à renforcer les compétences des participants pour améliorer la qualité des textes, la sécurité juridique et le fonctionnement des institutions démocratiques.

Placée sur le thème : « l'Administration et l'organisation du travail parlementaire : la coopération interparlementaire, les actes non législatifs et le protocole », le séminaire est organisé par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), en partenariat avec le Parlement congolais. Les fonctionnaires de l'Assemblée nationale et du Sénat vont, pendant cinq jours, renforcer leurs capacités à travers différentes thématiques : l'administration et l'organisation du travail parlementaire ; la coopération interparlementaire ; la diplomatie parlementaire ; les dispositions réglementaires, diplomatiques et protocolaires ; la rédaction des actes non législatifs et les procédures protocolaires. Ce séminaire diplômant est organisé pour honorer la mémoire de Geoffrey Dieudonné, cadre du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, assassiné à Bamako, au Mali, le 20 novembre 2015, alors qu'il était formateur d'une session de ce genre. Le conseiller de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, Région Afrique, chargé de

la formation des fonctionnaires parlementaires, Kante Sékou, a rappelé que les sujets retenus pour le séminaire de Brazzaville sont essentiels pour le renforcement des capacités du personnel administratif du Sénat et de l'Assemblée nationale. La tenue effective de cette formation est, selon lui, significative à plus d'un titre, car elle contribue à un échange d'expérience entre collègues avec la participation de hauts fonctionnaires, experts venus d'autres parlements de l'espace francophone, mais également du fait de la pérennité du public visé. L'APF, a-t-il déclaré, est consciente du rôle indispensable des fonctionnaires parlementaires dans le fonctionnement des assemblées. « Ils constituent la mémoire institutionnelle des parlements et des appuis indéfectibles aux parlementaires pour la bonne pratique de leurs missions. Elle ne saurait privilégier la formation des parlementaires et ignorer le personnel administratif. Celui-ci mérite un appui inconditionnel du fait

de ses multiples actions intellectuelles d'analyse, de production et d'assistance dans les Parlements ainsi que de sa présence continue au sein de l'administration, contrairement aux députés et sénateurs qui sont tenus par un mandat électif, donc non permanent », a rappelé Kanté Sékou, précisant que cette formation vise à renforcer les capacités des fonctionnaires parlementaires du Congo, pour permettre une meilleure maîtrise de leurs tâches quotidiennes et mieux les outiller dans les thématiques convenues de commun accord entre l'APF et le Parlement congolais.

Professionnaliser les administrations parlementaires
Le deuxième secrétaire de l'Assemblée nationale, Alain Pascal Leyinda, a, de son côté, traduit la profonde gratitude du Parlement congolais envers l'APF pour son soutien constant et son engagement en faveur du renforcement des capacités institutionnelles dans l'espace francophone. Selon lui, ce partenariat « exemplaire » illustre la solidarité fran-

cophone et la volonté commune des deux parties de promouvoir une gouvernance parlementaire efficace, moderne et ouverte. « Le rôle des parlements aujourd'hui exige des administrations dynamiques et compétentes. C'est pourquoi, ce séminaire d'une importance capitale constitue une belle opportunité d'acquisition d'outils concrets pour améliorer la performance de nos services et la qualité de l'appui à porter aux parlementaires dans leurs fonctions. Il s'inscrit aussi dans une dynamique de professionnalisation accrue de nos administrations parlementaires et témoigne de notre volonté commune de doter les fonctionnaires de notre Parlement des outils, des savoirs et des compétences indispensables à l'exercice efficace de leurs responsabilités », a-t-il rappelé. Il a également réaffirmé l'importance accordée à la formation du capital humain par les présidents des deux chambres du Parlement congolais qui ont, d'après Alain Pascal Leyinda, toujours

fait de la formation continue, une priorité constitutionnelle. Les thématiques abordées au cours de cette formation traduisent, a-t-il rappelé, l'ambition de faire du Parlement congolais, une institution moderne, ouverte et pleinement intégrée dans les réseaux de coopération régionale et internationale. « Cette vision traduit la volonté péremptoire de moderniser notre administration parlementaire et d'en faire un modèle d'efficacité au service du peuple congolais. A vous chers participants, je vous invite à suivre avec assiduité les travaux et à tirer le meilleur profit de cette formation afin que les compétences et les savoirs acquis se traduisent dans la qualité du travail parlementaire. Que votre engagement dans ce processus de renforcement des capacités contribue à faire de notre administration parlementaire, un pilier solide, moderne et performant au service de la démocratie », a exhorté le deuxième secrétaire de l'Assemblée nationale. **Parfait Wilfried Douniama**

LES JAM

Nouvel élan de soutien pour Dave Mafoula

La nouvelle plateforme citoyenne « Les Jeunes Avec Mafoula » (JAM) a été officiellement lancée le 8 novembre, à Brazzaville, lors d'une cérémonie solennelle réunissant militants et sympathisants à la préfecture.

Présentés comme un mouvement de jeunes engagés, les JAM ont clairement affiché leur soutien à Uphrem Dave Mafoula, président du parti de l'opposition « Les Souverainistes » (LS). Les responsables du mouvement les JAM ont souligné, dès le lancement, la vision de cette plateforme juvénile qui vise à rassembler les forces progressistes et démocratiques autour d'un projet commun : l'alternance politique avec la responsabilisation des jeunes. « La plateforme les JAM est un mouvement citoyen créé par les jeunes engagés, guidés par la volonté de reconstruire le Congo. Un cadre structuré et dynamique qui entend faire beaucoup avec peu, prouver que le patriotisme et l'engagement sincère valent plus que l'argent. Là où d'autres mobilisent à grands moyens, nous mobilisons par la proximité, l'exemplarité et la vérité », a déclaré le coordonnateur général des JAM, Henryral Moudoungou. Selon lui, le Congo, havre de paix jadis, traverse une turbulence multidimensionnelle qui exige de la jeunesse, une prise de conscience républicaine, patriotique et dynamique. « Nous avons été perçus comme une simple force d'appui,



Dave Mafoula posant avec les membres du bureau/Adiac

un décor de meeting, bon à applaudir. Mais la jeunesse d'aujourd'hui refuse d'être reléguée à l'arrière-plan de la décision politique. C'est pourquoi notre jeunesse doit se former, s'informer et se responsabiliser pour devenir des citoyens actifs et critiques, pas seulement des électeurs de circonstance », a rappelé Henryral Moudoungou à ses militants et sympathisants. Le lancement des JAM intervient dans un contexte préélectoral marqué par une recomposition des alliances. En se positionnant offi-

ciellement derrière Uphrem Dave Mafoula, la plateforme entend fédérer des énergies autour de la vision du Congo. « Notre choix se porte sur vous tout simplement parce que vous représentez aujourd'hui le renouveau, la rigueur et la rupture avec les pratiques qui freinent notre pays. Vous incarnez la crédibilité, la constance et la dignité d'un dirigeant moderne qui veut reconstruire sans diviser, tout en plaçant la jeunesse au cœur de votre contrat politique », a-t-il indiqué justifiant l'affiliation du mouvement au pré-

sident du parti « Les Souverainistes ». Prenant la parole pour son mot de circonstance, Uphrem Dave Mafoula a félicité cet engagement citoyen et juvénile, rappelant l'importance de la jeunesse dans le développement d'un pays. « La jeunesse d'un pays, c'est son énergie et si vous voulez avancer, vous devez travailler avec cette énergie », a-t-il indiqué. Il a également encouragé les jeunes à un sursaut démocratique en se mobilisant « n'ont pas pour l'échec mais pour la raison ». Interrogé sur

les sujets d'intérêts national tels que le chômage et l'insécurité, Uphrem Dave Mafoula a dénoncé « le manque d'action des pouvoirs publics à mettre en place une politique économique en adéquation avec les réalités actuelles afin de lutter contre le chômage des jeunes. » Il a pris exemple sur le secteur commercial, qui est en majorité dominé par les étrangers, ce qui peut, selon lui, entraîner les jeunes dépourvus de moyens à s'émanciper par la délinquance. Concernant l'opération de lutte contre le banditisme engagée par la Direction générale de la sécurité présidentielle, si le président des Souverainistes a salué l'initiative visant à éradiquer le phénomène « KuLuna ou Bébés noirs, il s'est, par contre, montré scepticisme quant aux méthodes employées. « Il faut attaquer le mal par la racine » et pour lui, cette racine c'est le chômage. C'est ainsi qu'il suggère la mise en place de politiques sociales permettant à chaque ménage congolais d'avoir au moins deux travailleurs « pour éviter qu'un enfant en manque et dans le besoin se retrouve dans la rue », telle est la proposition de Uphrem Dave Mafoula. **Jean Pascal Mongo-Slyhm**

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

L'Azvmu sollicite le soutien du Conseil consultatif de la femme

Le 25 novembre de chaque année, l'humanité célèbre la Journée internationale de l'élimination des violences faites aux femmes. En prélude à la célébration de cette Journée, l'Association zéro violence en milieu scolaire et universitaire (Azvmu) conduite par sa présidente Joséline Mansounga Moumossi a conféré avec la secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme.

Cette rencontre, qui s'est déroulée dans une ambiance conviviale, a permis à la présidente de l'Azvmu de dresser un état des lieux des préparatifs de la célébration de la Journée internationale des violences faites aux femmes. Par la même occasion, elle a sollicité le parrainage de la secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme, Clara Mathurine Osseté Mberi Moukietou, pour la réussite de la tenue de cet événement.

Joséline Mansounga Moumossi a précisé que le moment était tout indiqué pour présenter son association à la secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme et ce, dans le but de bâtir des stratégies de sensibilisation et de lutte contre les violences faites aux femmes.

Pour la présidente de l'Azvmu, la journée du 25



Séance de travail entre l'Azvmu et le conseil consultatif de la femme/DR

« Le 25 novembre y aura la sensibilisation que les élèves et étudiants feront ce jour à l'endroit de la population congolaise pour rappeler de ces actes et comment faire pour en sortir et l'éviter (...) C'est en travaillant ensemble que nous pouvons créer des environnements scolaires et universitaires sûrs et respectueux pour tous »

novembre prochain sera un premier test, car, a-t-elle ajouté précisant que le Conseil consultatif de la femme sert de relais entre le président de la République et les associations féminines. *« Le 25 novembre sera une journée de sensibilisation que les élèves et étudiants feront à l'endroit de la population congolaise pour rappeler la nature de ces actes et comment faire pour en sortir et les éviter (...) C'est en travaillant ensemble que nous pouvons créer des environnements scolaires et universitaires sûrs et respectueux pour tous »*, a expliqué Joséline Mansounga Moumossi.

Créée en 2022, l'Azvmu a commencé à exercer ses activités en mars 2025 et œuvre pour créer des conditions sécuritaires dans les milieux scolaires et universitaires.

Stanislas Okassou

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Le Centre des métiers des mines de Souanké ouvre ses portes

A quelques jours de son inauguration officielle le 18 novembre par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, le Centre des métiers des mines de Souanké (CEFA), dans le département de la Sangha, qui accueille ses 50 premiers apprenants cette année, a organisé sa rentrée le 11 novembre. Une cérémonie marquée, entre autres, par la levée des couleurs.

Sur un plan pédagogique, le CEFA de Souanké formera des mineurs-foreurs et des soudeurs. Interdit aux moins de 16 ans, le CEFA dispensera les formations dans ses locaux avant de se rendre sur site, précisément dans les mines. Sa vocation est de faciliter l'employabilité des pensionnaires à la fin de la formation.

Les 50 apprenants sont placés sous le régime de l'internat. *« Les programmes sont déjà disponibles et les conditions administratives et pédagogiques sont remplies. Il ne nous reste qu'à exhorter la jeunesse congolaise en général, et celle de Souanké en particulier, à saisir massivement cette opportunité au travers de*

cet outil pédagogique, le premier en son genre dans la sous-région, qui leur permettra de transformer leur valeur expérimentale acquise en savoirs et connaissances formels et diplômants », a rappelé le directeur général de l'enseignement professionnel, Christophe Lia, qui a supervisé la rentrée du 11 novembre.

Les habitants s'activent pour accueillir le chef de l'Etat

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, est attendu dans le département de la Sangha au début de la semaine prochaine où il procédera, entre autres, le 18 no-

vembre à l'inauguration du CEFA. A quelques jours de cet événement majeur dans la sous-préfecture, autorités traditionnelles, politiques, administratives et religieuses se préparent pour accueillir le chef de l'Etat comme il se doit.

« Les habitants de Souanké s'apprêtent à réserver un accueil chaleureux au chef de l'Etat. C'est une occasion qu'ils ne vont pas rater. Le moment venu ils sortiront de toute part pour venir saluer avec ferveur l'arrivée du président de la République dans notre circonscription administrative », a assuré le sous-préfet de Souanké, Georges Nzengué. Du côté des sages et no-

tabilités de Souanké, une réunion s'est déroulée le 10 novembre pour peaufiner cette visite de travail historique. *« C'est une joie, quand le papa vient voir les enfants, ils sont contents. Nous sommes très contents que le président vienne nous voir »*, a lâché le président des sages de Souanké, Jean-Paul Biteké.

La visite du président de la République à Souanké provoque un enthousiasme général. Eglises, population, jeunes ou vieux... Tous accordent une attention particulière au programme du chef de l'Etat. *« Depuis que l'on sait que le président arrive, chaque jour, nous recevons beaucoup de*

clients », s'est réjoui un commerçant ouest-africain. *« Je n'ai jamais entendu dire que le président Denis Sassou N'Guesso était déjà venu ici à Souanké. Je vais chercher à le voir; »* lance une élève en uniforme scolaire. *« D'une manière spirituelle, nous prions pour que ce qui se passera soit protégé par le seigneur. Du point de vue social, nous passons le message à la population pour qu'elle se prépare à recevoir non seulement le président, mais tous ceux qui vont l'accompagner »*, a rassuré un Homme d'église.

Plus les jours passent, plus la tension monte à Souanké pour attendre l'arrivée du président de la République.

Parfait Wilfried Douniama

COOPÉRATION SANITAIRE

Une nouvelle équipe médicale chinoise au Congo

L'ambassadrice de Chine au Congo, AN Qing, a organisé le 11 novembre à Brazzaville une cérémonie d'accueil en l'honneur de la 32^e mission médicale chinoise, et de départ de l'ancienne équipe.

La cérémonie de réception de la 32^e mission médicale chinoise s'est déroulée en présence des représentants des ministères des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, de la Coopération internationale et de la Promotion du Partenariat public-privé, de la Santé et de la Population, ainsi que du représentant de l'OMS.

Après avoir exprimé son « respect » aux membres de l'ancienne équipe pour le service rendu, le chef de la nouvelle équipe s'est engagé à poursuivre le travail de ses prédécesseurs. Il a dit sa gratitude à ses « amis congolais » pour leur soutien, et remercié le ministère de la Santé et de la Population pour son appui « aux activités de l'équipe médicale chinoise ».

« L'équipe médicale chinoise est le témoin de l'amitié sino-congolaise. Nous espérons renforcer notre collaboration à l'avenir, afin d'apporter davantage de bénéfices au peuple congolais. Aujourd'hui, nous arrivons avec beaucoup d'espoir et de responsabilité, en apportant les nouvelles technologies et idées médicales de Chine, ainsi que l'amitié sincère du peuple chinois envers le peuple congolais », a déclaré le chef de la 32^{ème} équipe médicale.



La 32^e mission médicale posant avec l'ambassadrice et les autorités Congolaises/DR

Au nom de toute l'équipe, il a promis de « continuer à offrir des soins de qualité au peuple congolais et à promouvoir la coopération entre la médecine traditionnelle chinoise et la médecine occidentale ».

De son côté, le chef de l'équipe médicale sortante a exprimé sa reconnaissance à l'ambassade de Chine au Congo, aux ministères de la Santé et de la population, de la Coopération Internationale, des Affaires étrangères, au directeur général de l'hôpital de l'amitié sino-congolaise ainsi qu'à ses compatriotes. Avec le soutien et la coopération de ses collègues congolais, il a rappelé le partage d'expérience en matière de soins administrés pour offrir aux pa-

tients le meilleur traitement possible.

Renforcer les échanges sanitaires sur les plans bilatéral et multilatéral

Dans son discours prononcé à cette occasion, l'ambassadrice de Chine au Congo a exprimé ses remerciements « les plus sincères » à la 31^e équipe médicale chinoise qui a « honoré les engagements vis-à-vis de notre patrie et assumé toutes les responsabilités qui lui incombent ».

S'adressant à la 32^e équipe médicale chinoise, AN Qing a rappelé que leur mission au Congo se déroulera dans un moment particulier marqué par le lancement du 15^e Plan quinquennal. « Je suis

convaincue que sur le nouveau point de départ plus élevé, vous allez valoriser pleinement vos expertises et éthiques médicales pour apporter des bénéfices au peuple congolais et écrire de nouveaux chapitres dans les annales de l'amitié sino-congolaises », a-t-elle indiqué.

« L'ambassade de Chine sera toujours votre appui indéfectible. Elle continuera de soutenir pleinement le travail de l'équipe médicale chinoise et de créer des conditions favorables pour l'accomplissement de votre mission en toute sécurité », a promis l'ambassadrice de Chine.

Par ailleurs, elle a saisi cette occasion pour rappeler le début de la mise en œuvre des initiatives

sanitaires dans le cadre des « dix actions de partenariat » du FOCAC : « L'ambassade de Chine entend continuer de travailler ensemble avec le gouvernement congolais et le bureau de la représentation de l'OMS au Congo, pour faire pleinement valoir le rôle de l'équipe médicale chinoise, faire rayonner l'esprit de l'équipe médicale chinoise, et renforcer les échanges sanitaires entre nos deux pays sur les plans bilatéral et multilatéral, en vue de répondre aux besoins sanitaires réels sur le terrain et de construire une communauté d'avenir partagé Chine-Congo de haut niveau et une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps à l'ère nouvelle. »

La cérémonie a été marquée par la projection d'un documentaire rappelant le travail des médecins de la 31^e mission médicale qui ont reçu chacun un diplôme honorifique. Comme la précédente, la nouvelle mission médicale chinoise exercera, pendant un an, à l'hôpital de l'Amitié sino-congolaise à Mfilou, à Brazzaville, à l'hôpital de Loandjili, à Pointe-Noire, etc. Son apport dans ces structures sanitaires vise à contribuer à l'amélioration de l'offre de soins de qualité aux malades.

Yvette Reine Boro Nzaba

HÔPITAL DE RÉFÉRENCE DE TALANGAI

Le ministre de la santé met en garde contre les mauvaises pratiques

En visite de travail, le 7 novembre, à l'hôpital de référence du district sanitaire de Talangai, dans le 6^{ème} arrondissement, le ministre de la santé et de la Population, Jean Rosaire Ibara, s'est entretenu avec le staff dirigeant et le personnel stratégique de cette structure hospitalière. Il a attiré l'attention du personnel soignant contre toutes pratiques anti-professionnelles qui y prennent de l'ampleur.

Face au staff dirigeant et au personnel soignant, le Pr Jean Rosaire Ibara s'est montré pédagogique, mais a été d'une fermeté sans commis mesure à leur endroit, face à la montée inquiétante des pratiques professionnelles peu orthodoxes observées dans cette structure hospitalière.

L'hôpital de Talangai, d'après le ministre, est souvent pointé du doigt à cause des comportements anti professionnelles du personnel soignant. Il a dénoncé, entre autres, la vente illicite des médicaments, des consultations informelles dans les services, les examens cliniques orientés vers les structures privées, prélèvements illicites des quotes-parts des frais de consultation et le détournement des recettes.

« Nous avons choisi une profession difficile, mais tournée vers le bien des autres. Cette responsabilité nous exige discipline, probité et exemplarité. L'hôpital dispose des médicaments, mais lorsque

recevez les patients, vous leur faites croire qu'il n'y en a pas, pour leur vendre les vôtres introduits frauduleusement. Les kits de césarienne que le chef a déclarés gratuits, vous les vendez de manière illicite, c'est inadmissible, et cela doit cesser », s'est indigné le Pr Jean Rosaire Ibara.

Le ministre de la santé a aussi fustigé les prolongations abusives des délais d'hospitalisation, les détournements des examens cliniques vers des laboratoires privés. Les agents de santé, a-t-il dit, sont plus attirés par le gain, que par la profession, foulant aux pieds leur serment d'Hippocrate. « Un agent de santé fait le service public. Si vous voulez gagner de l'argent, prenez le courage de démissionner, car les recettes générées par l'hôpital public appartiennent à l'Etat. Cela vous permettra d'ouvrir vos structures privées qui seront sous votre gestion. L'hôpital doit retrouver ses lettres de noblesse, nous devons donc



Le Pr Jean Rosaire Ibara visitant les travaux de rénovation du service de réanimation/DR

corriger nos mauvaises pratiques dès aujourd'hui afin de redonner le sourire à nos malades et restaurer la confiance de la population », a renchéri le ministre de la santé.

Le ministre a aussi dénoncé la

pléthore à l'hôpital de Talangai, dont l'effectif est estimé à 1.116 agents permanents. A ce propos, il a instruit le directeur général de cet hôpital, Firmin Eyikili, à restructurer l'effectif.

Peu avant, le ministre de la san-

té a visité certains services de cet hôpital, entre autres, les urgences, la maternité ainsi que la pédiatrie, avant s'imprégner du niveau d'exécution des travaux de rénovation du service de réanimation

Firmin Oyé

COMMÉMORATION

Brazzaville se souvient de la date du 11 novembre 1918

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, et l'ambassadrice de France au Congo, Claire Bodonyi, accompagnés du préfet de Brazzaville, Gilbert Mouanda-Mouanda, du consul général de la Belgique au Congo, Laurent Frederickx, du secrétaire général de l'Office national des anciens combattants, David Wissika, ont déposé le 11 novembre à Brazzaville des gerbes de fleurs au pied de la stèle érigée en mémoire de la fin de la Première Guerre mondiale.

Hautement symbolique, le 107^e anniversaire de l'armistice du 11 novembre s'est déroulé en présence de l'attaché de défense de l'ambassade de France, le colonel Thomas Cassan, des autorités congolaise et françaises, des responsables des Forces armées congolaises et des anciens combattants.

Il a été marqué par la lecture des lettres d'André Fribourg au journal l'Opinion (1915) et des extraits du Carnet de Maurice Genevoix (1914) par les élèves du lycée Saint Exupéry et de l'Ecole militaire préparatoire Général Leclerc qui, évoquant les sacrifices consentis par les anciens combattants, ont écrit : « *Voilà près d'un mois que je me suis ni déshabillé, ni déchaussé ; je me suis lavé deux fois : dans une fontaine et dans un ruisseau près d'un cheval mort ; je n'ai jamais approché un matelas ; j'ai passé toutes mes nuits sur la terre. On dort un quart d'heure de temps en temps. On dort debout, à genoux, assis, accroupis et même couché. On dort le jour ou la nuit, à midi ou le soir. On dort sur les chemins, dans les tail- lis, dans les tranchées, dans les*



arbres, dans la boue. On dort même sous la fusillade. Le silence seul réveille... ». A l'issue de la cérémonie, l'attaché de défense de l'ambassade

de France au Congo, le colonel Thomas Cassan en a rappelé le contexte : « Le 11 novembre c'est d'abord la commémoration de l'armistice de la Première Guerre

mondiale. Depuis 2012 en France, c'est aussi la journée d'hommage à nos morts en opération. Et, quand on est ici à Brazzaville, j'ajoute une troisième connota-

tion importante : c'est aussi un hommage à tous les soldats également africains qui ont combattu lors de la première guerre mondiale. Ici au Congo, on a l'exemple de la bataille de Mbirou en 1914 dans le nord de Ouessou, où, beaucoup de soldats congolais, mais pas uniquement, toute l'Afrique centrale, ont combattu au côté de la France, pour repousser les Allemands qui tentait de s'emparer du Moyen-Congo. Voilà, un clin d'œil de l'histoire qu'il est plaisant de rappeler à cette occasion, pour que Français, Congolais, Africains, mais aussi Européens, soient unis ensemble pour honorer ceux qui ont défendu la paix et ceux qui sont toujours au service de la paix ».

Le 11 novembre marque la date anniversaire de l'armistice de 1918. Ce document signé entre l'Allemagne et la Triple-Entente (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis) et prélude au Traité de Versailles de 1919 a suspendu les combats qui faisaient rage depuis quatre ans entre les deux camps. Il s'agit d'une date clé qui marque la fin de la Première Guerre mondiale.

Guillaume Ondze

UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

La Fondation Burotop Iris réhabilite l'amphithéâtre de la faculté des Sciences

L'amphithéâtre de la faculté des Sciences et techniques de l'université Marien Ngouabi a été entièrement réhabilité par la Fondation Burotop Iris. Cette Fondation l'a officiellement remis au professeur Basile Bossoto, un des responsables de cet établissement universitaire.

De la peinture au rétablissement de l'électricité notamment : la climatisation, la sonorisation ainsi que les tableaux, les tables-bancs, les bureaux pour les enseignants, l'amphithéâtre ont été totalement rénovés.

« Au nom de la Fondation Burotop Iris, nous vous remettons officiellement les clés de l'amphi

qui a été réhabilité grâce à l'engagement de la Fondation Burotop Iris en ce qui concerne l'éducation. Notre fondation a voulu à travers ce geste améliorer le cadre éducatif car nous sommes conscients qu'investir dans l'éducation est l'un des piliers du développement durable », a indiqué Romaine Ngagoyi, un membre de ladite Fon-

dation. L'acte posé par la Fondation a soulagé les étudiants qui vont faire cours dans de bonnes conditions. « Le mot que je voudrais adresser à tous les responsables de la Fondation Burotop Iris c'est Merci pour ce don. L'acte posé par la Fondation Burotop Iris s'inscrit dans le cadre de sa contribution au développement éducatif congolais », a déclaré le professeur Basile Bossoto. Les étudiants pour leur part indiquent que le rétablissement de l'électricité dans ladite structure va faciliter le fonctionnement des unités destinées à la pratique. Ce qui peut garantir de bons résultats.

Fortuné Ibara



« Au nom de la Fondation Burotop Iris, nous vous remettons officiellement les clés de l'amphi qui a été réhabilité grâce à l'engagement de la Fondation Burotop Iris en ce qui concerne l'éducation. Notre fondation a voulu à travers ce geste améliorer le cadre éducatif car nous sommes conscients qu'investir dans l'éducation est l'un des piliers du développement durable »

COP30

Des bailleurs de fonds mobilisés autour du bassin du Congo

Une pré-table ronde stratégique est prévue ce 12 novembre à Belém, au Brésil, pour mobiliser les financements internationaux nécessaires à la préservation du Bassin du Congo, un écosystème vital à la lutte contre le changement climatique.

Les pays du bassin du Congo tentent de convaincre les partenaires au développement réunis à Belém, en attendant la grande table ronde prévue en mai 2026 à Brazzaville. Présidée par Arlette Soudan-Nonault, ministre congolaise de l'Environnement et secrétaire exécutive de la Commission climat, et Jean Paterne Megne Ekoga, vice-président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), cette pré-table ronde rassemblera des acteurs clés engagés dans la lutte contre la déforestation et la valorisation des ressources naturelles. L'objectif principal de cette rencontre est de stimuler des engagements financiers pour un portefeuille de projets « verts » et « bleus » en cours de préparation, destinés à transformer durablement les pays du Bassin du Congo. Actuellement, plus de 75 % des projets identifiés sont publics, tandis que 23 % proviennent de la société civile et 2 % du secteur privé. Le Fonds bleu affirme ainsi sa vision intégrée de développement durable, centrée sur l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines. En tant que gestionnaire du Fonds, la BDEAC a réaffirmé son engagement envers la transparence et le respect des normes internationales en matière de financement climatique. Un appel fort a été lancé à l'ensemble des bailleurs internationaux, institutions financières et investisseurs pour qu'ils participent activement à la réalisation de ce projet communautaire ambitieux. « Investir dans le bassin du Congo, c'est investir dans la résilience climatique mondiale », a souligné Arlette Soudan-Nonault, ajoutant que cette pré-table ronde est également une préparation essentielle pour la grande table ronde des bailleurs qui se tiendra à Brazzaville, en parallèle des assemblées annuelles de la Banque africaine de développement. Initié par le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, et président de la Commission climat du Bassin du Congo, le Fonds bleu pour le bassin du Congo a franchi un nouveau cap dans la mobilisation des ressources pour la préservation du deuxième plus vaste massif forestier tropical de la planète.

Fiacre Kombo

L'Afrique centrale au cœur du nouvel équilibre climatique mondial

Alors que la COP 30 s'ouvre à Belém, aux portes de l'Amazonie, l'Afrique centrale s'impose comme l'un des acteurs clés de la diplomatie climatique mondiale.

Porteuse d'un des plus vastes puits de carbone de la planète - le bassin du Congo - , la région entend monnayer plus justement son rôle vital dans la régulation du climat global.

Le bassin du Congo, un trésor sous pression

S'étendant sur plus de 3,6 millions de km² et traversant six pays — dont la RDC, le Congo, le Gabon et le Cameroun —, le bassin du Congo constitue le deuxième poumon vert du monde après l'Amazonie. Il stocke près de 80 milliards de tonnes de carbone, soit trois années d'émissions mondiales, selon la FAO. Pourtant, la déforestation progresse : exploitation illégale du bois, expansion minière et agriculture extensive menacent un équilibre écologique aussi fragile qu'indispensable. « Protéger le bassin du Congo, c'est préserver la stabilité climatique mondiale », a rappelé Félix Tshisekedi, président de la RDC, lors du Sommet de Belém.

Des attentes fortes et un sentiment d'injustice

Les dirigeants africains, à l'image de Denis Sassou Nguesso, soulignent « le fossé entre les ambitions climatiques du Nord et les réalités du Sud ». L'Afrique, qui n'émet que 3,8 % des gaz à effet de serre, subit pourtant des pertes économiques évaluées à 5 % de son PIB annuel à cause des catastrophes climatiques. Les pays du bassin du Congo exigent des financements durables, équitables et prévisibles. À Addis-Abeba, lors du Sommet africain sur le climat, ils avaient déjà demandé que 30 % du financement climatique mondial soient dirigés vers des projets africains — un objectif repris dans la Déclaration de Belém.

Cameroun : un pivot énergétique et écologique

Le Cameroun se présente comme un acteur charnière entre le Sahel aride et le golfe de Guinée forestier. Doté d'un fort potentiel hydroélectrique et d'un couvert forestier représentant 40 % de son territoire, le pays multiplie les partenariats pour des crédits carbone et des projets d'agroforesterie. « L'enjeu n'est plus seulement de

préserver, mais de valoriser nos ressources forestières à travers une économie verte intégrée », souligne un conseiller du ministère camerounais de l'Environnement. Le pays plaide aussi pour un marché africain du carbone, adossé à la ZLECAF, afin que la conservation devienne un levier de développement régional.

Vers une nouvelle diplomatie climatique africaine

L'Afrique centrale veut rompre avec le statut de « victime climatique » et s'affirmer comme un acteur stratégique. Mais ses forces - biodiversité, jeunesse, ressources hydriques - se heurtent encore à des faiblesses structurelles : gouvernance environnementale inégale, dépendance financière, faible industrialisation verte. « Nous ne voulons plus quémander, mais négocier d'égal à égal », a lancé un diplomate gabonais. À Belém, le message est clair : sans le bassin du Congo, il n'y aura pas d'équilibre climatique global. Et sans une Afrique centrale souveraine, la transition écologique mondiale restera incomplète.

Noël Ndong

SITE SPIRITUEL « LE TROU DE DIEU »

Plus de 1 000 arbres d'essences variées plantés

A l'occasion de la célébration de la trente-neuvième Journée nationale de l'arbre, le site spirituel « le Trou de Dieu » situé à quelques kilomètres du district de Kinkala dans le département du Pool, a servi de cadre au planting de plus d'un millier d'arbres aux essences variées sur une superficie de deux hectares. Une séance orchestrée par le préfet du département du Pool, Jules Mounkala-Tchoumou, qui avait à ses côtés la présidente du Groupe de réflexion et d'action pour un Congo émergent (Grace), Bélanda Ayessa.

La cérémonie placée sous le signe de la responsabilité environnementale a connu la participation des populations du département du Pool avec à leur tête, le préfet Jules Mounkala-Tchoumou. La présidente du Grace, Bélanda Ayessa, venue de Brazzaville avec les membres de son association participait également à cet exercice de reboisement marquée symboliquement par la plantation du « Baobab de la paix ». Le préfet du département du Pool, Jules Mounkala-Tchoumou, a apprécié l'événement à sa juste valeur. « Cette cérémonie a eu une forte participation et une forte mobilisation. Nous voulons remercier la présidente de l'association Le Grace, Bélanda Ayessa, qui a participé activement à cette cérémonie. Elle a mobilisé beaucoup de ses militants qui ont pris une part très active à cette trente-neuvième Journée nationale de l'arbre. Et nous avons terminé ce planting par cette symbolique du « Baobab de la paix



La présidente du Grace, Bélanda Ayessa, plantant l'arbre Adiac

». A propos, le président de la République, chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, qui a fait de la paix son credo, s'est beaucoup investi pour que la paix soit une réalité dans ce département. Voilà pourquoi il est toujours important de faire des gestes comme celui-là pour rappeler aux uns

et aux autres que nous avons le devoir de vivre ensemble, que nous avons le devoir de pérenniser la paix et, comme le baobab, la paix doit être éternelle dans le département du Pool », a déclaré le préfet Jules Mounkala-Tchoumou. Pour le prêtre de Kinkala, cette Journée est assez habituelle

au Congo mais celle de l'année 2025 prend une connotation particulière. « Que ces actes très symboliques soient aussi accompagnés d'actions pour le développement pour que la paix soit aussi vraiment pérenne », a-t-il souligné. De son côté, la directrice générale du mémorial Pierre Sa-

vorgnan-de-Brazza, présidente de l'association Le Grace a salué cette initiative. « Le message est simple, on est congolais et nous suivons simplement le mot d'ordre du Chef de l'Etat qui nous demande de planter un arbre. Mais l'initiative doit être aussi personnelle. Je crois qu'il doit y avoir un véritable sursaut et que chacun comprenne que l'arbre c'est la vie. Planter un arbre c'est planter l'éternité, car l'arbre vit des siècles. Je pense que le message est clair, on est congolais et nous devons aussi accomplir ce devoir là. Nous accompagnons seulement cet acte d'action qui est une très belle action, noble, d'ailleurs et à saluer grandement », a indiqué Bélanda Ayessa. La trente-neuvième édition de la Journée nationale de l'arbre a été célébrée sur le thème : « Un arbre, une forêt, une plantation pour un Congo florissant pendant la décennie des Nations Unies pour l'afforestation et le boisement ».

Bruno Zéphirin Okokana

TV5
MO N D E

ON N'EN A JAMAIS FAIT LE TOUR



CONTENU LOCAL DANS LES HYDROCARBURES

Un levier de souveraineté et de développement pour l'Afrique

Le secteur du pétrole et du gaz suscite un intérêt renouvelé pour le développement du contenu local. Face à la nécessité de mieux valoriser les ressources africaines, les principaux acteurs se mobilisent à la 4^e Conférence et Exposition sur le Contenu Local (Cecla 2025), pour faire du contenu local un véritable moteur de croissance durable et d'autonomie économique.

Les travaux de la Cecla2025, couplés à la 48^e session du Conseil des ministres de l'Association des producteurs de pétrole africains (Appo), s'animent au Grand Hôtel de Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville, avec des panels ministériels sur le contenu local. Ces échanges de haut niveau ont porté notamment sur : « Cadres légaux, réglementaires et stratégies de contenu local des pays membres » et « Opportunités de collaboration bilatérale et multilatérale sur le contenu local ».

Initiées conjointement par le ministère congolais des Hydrocarbures, l'Appo, la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) et le Nigerian Content Development and Monitoring Board, ces assises s'imposent comme le plus grand rassemblement du continent consacré au contenu local. Dirigeants politiques, chefs d'entreprises du secteur pétrolier et gazier, investisseurs et experts échangent sur les stratégies à mettre en œuvre pour accroître la participation des entreprises et cadres nationaux dans la chaîne de valeur

lors du Cecla 2025. La compagnie publique de la République du Congo a contribué à l'essor du contenu local dans l'industrie pétrolière, dans le cadre de sa responsabilité sociétale d'entreprise. Des jeunes bacheliers ont été envoyés en formation à l'étranger et accompagnés dans la création de leurs propres entreprises. Selon le secrétaire général de la SNPC, Sébastien Brice Poaty, ce soutien au développement du contenu local devrait se poursuivre à travers la mise en place d'un cadre légal destiné à formaliser les petites et moyennes entreprises évoluant dans le secteur pétrolier et gazier.

En Côte d'Ivoire, par exemple, la mise



aux jeunes cadres, renforçant ainsi la chaîne industrielle pétrolière et créant des milliers d'emplois.

La question de la formation des ressources humaines a occupé une place centrale dans les débats. De tout point de vue, le développement du contenu

et la souveraineté économique au cœur du développement du secteur pétrolier africain, lors de son intervention. La rencontre a été l'occasion pour le ministre, qui devra assurer la vice-présidence de l'Appo en 2026, de rappeler que « l'amélioration de la qualité des biens et services locaux » doit devenir un levier de croissance durable, d'autonomisation économique et de transfert de compétences au bénéfice des populations africaines.

Abordant la situation sécuritaire dans la région des Grands Lacs, Acacia Bandubola a lancé un appel à la solidarité africaine et à une mobilisation internationale pour mettre fin à ces violences à l'est de son pays. Sur le plan économique, la ministre a mis en avant les avancées législatives et réglementaires de la RDC en matière de contenu local. Elle a notamment cité la loi n° 15-012 du 1^{er} août 2015 et le décret n° 24-014 du 1^{er} avril 2025, qui favorisent l'emploi des nationaux, la formation, et la sous-traitance locale. Ces textes, a-t-elle précisé, visent à faire du secteur pétrolier « un moteur de croissance inclusive au service des Congolais ».

Les avancées réalisées au Gabon ont également attiré la curiosité du public. Depuis quelques années, le pays s'est engagé à favoriser la participation des entreprises locales dans le secteur des hydrocarbures. Selon le directeur de cabinet du ministre gabonais du Pétrole et du Gaz, Sylvain Olame Ndong, ce pays pétrolier a franchi plusieurs étapes importantes pour garantir que les retombées de l'exploitation pétrolière bénéficient pleinement aux nationaux. Le pays a procédé à la création de la Direction générale du contenu local et la création de l'Association des compagnies pétrolières autochtones du Gabon, une organisation professionnelle visant à faciliter l'accès des entreprises locales aux marchés.



pétrolière et gazière.

Moment de partage d'expériences, cette rencontre offre l'occasion d'évaluer les progrès réalisés en République du Congo depuis l'adoption du Code des hydrocarbures de 2016, tout en identifiant les défis persistants, notamment en matière de formation, de transfert de compétences et d'accès des entreprises locales aux marchés pétroliers.

Des exemples africains inspirants

Plusieurs pays ont partagé leur expérience afin d'inspirer les décideurs africains. De nombreuses initiatives menées ces dernières années par la SNPC ont suscité l'admiration du public

en œuvre du contenu local a connu un tournant décisif après la promulgation du Code pétrolier de 1996, marqué par une catégorisation claire des activités et une meilleure intégration des entreprises locales. Comme l'a souligné Mamadou Sangafowa-Coulibaly, ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, récemment désigné président de l'Appo, cette approche a favorisé un développement plus inclusif du secteur.

Le Nigeria a également présenté ses avancées, notamment à travers la construction de la plus grande raffinerie du continent et la mise en place de plateformes de formation destinées

local repose sur la formation, la réglementation et la solidarité africaine. C'est sous cet angle que le secrétaire général de l'Appo, le Dr Omar Farouk Ibrahim, a invité les pays producteurs à s'appuyer sur leurs ressources humaines, leurs entreprises et leurs institutions afin de bâtir une industrie pétrolière véritablement africaine, maîtrisée et porteuse de valeur ajoutée pour les générations futures.

L'essor du contenu local lié à la paix

La ministre d'État, ministre des Hydrocarbures de la République démocratique du Congo (RDC), Acacia Bandubola Mbongo, a appelé à placer la paix

L’AFRIQUE CENTRALE ENTRE DÉPENDANCE ET PUISSANCE

Le test de l’après-Agoa

L’expiration de l’African Growth and Opportunity Act (Agoa), principal accord commercial préférentiel entre Washington et l’Afrique, le 30 septembre 2025, dépasse la seule question des exportations. Elle interroge la souveraineté économique du continent et la place de l’Afrique centrale dans les recompositions géostratégiques à venir.

Pendant vingt-cinq ans, l’Agoa a permis à 35 pays africains d’exporter vers les États-Unis sans droits de douane, donnant naissance à des filières régionales : textile au Kenya, automobile en Afrique du Sud, produits de la mer à Maurice. Mais en Afrique centrale, le dispositif a eu un impact limité. Faute d’infrastructures adaptées et de politique industrielle coordonnée, les pays de la région – Cameroun, Gabon, Congo, RDC – n’ont capté qu’une fraction du potentiel de l’accord. Selon la Banque mondiale, à peine 4 % des exportations Agoa provenaient d’Afrique centrale, contre plus de 60 % pour l’Afrique australe. Un déséquilibre symptomatique d’un espace riche en matières premières, mais encore dépendant des routes et normes décidées ailleurs.

Washington temporise, le continent s’impatiente
La Maison Blanche plaide pour une prolongation d’un an, mais le Congrès reste divisé. En attendant, les conteneurs s’ac-

cumulent et les investisseurs gèlent leurs projets. Entre 2001 et 2021, les États-Unis ont importé 791 milliards de dollars de produits africains dans le cadre de l’Agoa, contre 145 milliards d’aide économique versée sur la même période. L’écart souligne une évidence : c’est le commerce, et non l’aide, qui structure désormais la relation Afrique–États-Unis. Mais cette dépendance unilatérale est risquée. « *L’Agoa a contribué à l’ouverture de l’Afrique, pas à son autonomisation* », résume Herman Biyogo, économiste gabonais. « *La question n’est plus de négocier une faveur, mais de redéfinir les termes de l’échange* ».

L’Afrique centrale : le cœur logistique du futur commerce intra-africain
Longtemps périphérique dans les grandes routes commerciales mondiales, l’Afrique centrale devient aujourd’hui un pivot stratégique. De Douala à Pointe-Noire, en passant par Kinshasa et Brazzaville, la région contrôle des corridors vitaux : pétrole,

cuivre, cobalt, bois, énergie hydraulique. Elle abrite aussi des gisements essentiels pour la transition énergétique mondiale – lithium, coltan, manganèse – que les États-Unis et la Chine convoitent. Dans un rapport de 2025, la Commission économique pour l’Afrique (CEA) estime que l’intégration logistique de la Communauté économique des États d’Afrique centrale (CEEAC) pourrait doubler le commerce intra-africain d’ici 2030, à condition d’investir massivement dans les ports, le numérique et la transformation locale. La Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) pourrait transformer cette région enclavée en plateforme d’exportation intégrée. Déjà, la RDC, le Congo et le Cameroun étudient la création d’un corridor industriel transfrontalier axé sur la transformation du cuivre, de l’aluminium et du cacao. « *L’Afrique centrale doit cesser d’être une route de transit et devenir un centre de décision économique* », plaide Patricia Mumbere, consultante

congolaise en intelligence économique.

L’intelligence économique au service de la souveraineté
Dans un contexte mondial de recomposition des chaînes d’approvisionnement, la capacité de l’Afrique centrale à maîtriser l’information devient stratégique. L’intelligence économique - collecte, analyse et anticipation des données commerciales - s’impose comme un levier de souveraineté. Elle permet d’identifier les dépendances, de négocier d’égal à égal et de protéger les filières locales. Le Gabon, par exemple, a amorcé en 2024 une politique de transformation locale du bois avant exportation, réduisant de moitié sa dépendance aux marchés asiatiques. La RDC, avec le soutien de la BAD et du Qatar, explore la création d’un Observatoire du marché minier africain, destiné à suivre les flux stratégiques de cobalt et de lithium. Ces initiatives illustrent la montée en puissance d’une approche africaine du renseignement économique, tournée vers la compé-

titivité et la transparence.

Vers un nouvel équilibre du pouvoir économique africain
La crise de l’Agoa agit comme un révélateur. Elle montre les limites d’une dépendance aux régimes préférentiels extérieurs, mais aussi le potentiel d’un continent capable de s’organiser. L’Afrique centrale, longtemps considérée comme un ventre mou géoéconomique, devient un espace de projection stratégique entre la Méditerranée, le golfe de Guinée et les Grands Lacs. Pour Alassane Ndong, analyste au Centre africain d’intelligence stratégique, « *l’Agoa était un symbole de dépendance douce. Sa fin doit être celle d’une économie sous tutelle. L’Afrique centrale peut être le moteur d’un nouvel âge économique panafricain* ». Tandis que Washington hésite, Pékin investit, Moscou s’implante et Bruxelles négocie, l’Afrique centrale réapprend à penser en puissance. Le temps des préférences s’achève. Celui de la stratégie commence.
Noël Ndong

L’Union africaine appelle au respect de la souveraineté du Nigeria après les menaces d’intervention militaire de Donald Trump

L’Union africaine (UA) a exprimé son inquiétude face aux récentes allégations du président américain Donald Trump concernant la complicité du gouvernement nigérian dans les meurtres ciblés de chrétiens.

Dans un communiqué publié vendredi soir, la Commission de l’UA a rejeté toute menace d’action militaire unilatérale contre le pays le plus peuplé d’Afrique, réaffirmant son «engagement indéfectible» envers la souveraineté du Nigeria et ses garanties constitutionnelles de liberté religieuse. Le bloc continental de 55 membres a également souligné les principes de souveraineté, de non-ingérence, de liberté religieuse et d’Etat de droit, tels qu’ils sont inscrits dans l’Acte constitutif de l’UA et les instruments connexes. «*Le Nigeria est un Etat membre précieux et de longue date de l’Union africaine, qui joue un rôle clé dans la stabilité régionale, la lutte contre le terrorisme, les initiatives de maintien de*

la paix et l’intégration continentale», a souligné le communiqué. Le communiqué du bloc panafricain fait suite à une publication récente de Donald Trump sur les réseaux sociaux, dans laquelle il affirmait que des milliers de chrétiens étaient tués au Nigeria par des «islamistes radicaux» responsables de ce «massacre», déclarant en outre le Nigeria «pays particulièrement préoccupant». De son côté, le gouvernement nigérian avait qualifié cette désignation d’«inexacte», réaffirmant dans le même temps son engagement à protéger ses citoyens, à préserver la liberté religieuse et à lutter contre l’extrémisme violent. «*Toute intervention extérieure doit respecter la souveraineté, l’intégrité territoriale et*

l’unité du Nigeria», a affirmé la Commission de l’UA, insistant sur le plein respect du droit souverain du Nigeria à gérer ses affaires intérieures, notamment la sécurité, la liberté religieuse et les droits de l’homme, conformément à sa constitution et à ses obligations internationales. Le bloc a par ailleurs exhorté ses partenaires extérieurs, y compris les Etats-Unis, à privilégier le dialogue diplomatique, le partage de renseignements et les partenariats de renforcement des capacités avec le Nigeria plutôt que de recourir à des menaces unilatérales d’intervention militaire, susceptibles de compromettre la paix continentale, la stabilité régionale et les normes de l’UA en matière de gestion pacifique des conflits.
Xinhua

CONFLITS ET CLIMAT

Les réfugiés pris au piège, selon l’ONU

Des millions de réfugiés dans le monde risquent de voir leur situation, déjà précaire, s’aggraver avec le changement climatique qui va frapper de plein fouet les pays où ils vivent, alertent lundi les Nations unies, qui exhortent la COP30 à dégager des fonds pour les plus vulnérables.

D’après un rapport du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le nombre de pays exposés de façon extrême aux risques liés au changement climatique devrait passer de trois à 65 d’ici 2040. Or ces 65 pays accueillent plus de 45% de toutes les personnes déplacées en raison de conflits. «Une météo extrême (...) détruit les habitations et les moyens de subsistance, et force des familles - dont beaucoup ont déjà fui des violences - à fuir une nouvelle fois», explique le chef de l’UNHCR, Filippo Grandi, dans un communiqué. «*Ce sont des personnes qui ont déjà subi des pertes immenses, et qui sont à nouveau confrontées aux mêmes difficultés et à la même dévastation. Elles sont parmi les plus durement touchées par les sécheresses extrêmes, les inondations meurtrières et les vagues de chaleur sans précédent, et pourtant ce sont elles qui ont le moins de ressources pour se relever*», décrit-il. D’après le HCR, mi-2025, 117 millions de personnes étaient déplacées par les guerres, les violences et les persécutions. Et les trois quarts d’entre elles vivaient dans des pays exposés de façon élevée, voire extrême, aux risques climatiques, a-t-il précisé.

200 jours de chaleur extrême par an
D’ici 2050, les 15 camps de réfugiés les plus chauds du monde, situés en Gambie, en Érythrée, en Éthiopie, au Sénégal et au Mali, devraient connaître près de

200 jours de chaleur extrême par an - un grave risque pour la santé et la survie des personnes qui y vivent. «*Bon nombre de ces sites risquent de devenir inhabitables en raison de la combinaison mortelle de chaleur extrême et d’humidité élevée*», précise-t-il. Ces 10 dernières années, les désastres météorologiques ont provoqué le déplacement interne (dans leur pays d’origine) de quelque 250 millions de personnes, selon le HCR. Sous la présidence de Donald Trump, les États-Unis, traditionnellement premier donateur mondial, ont fortement réduit leur aide étrangère. Washington représentait auparavant plus de 40% du budget du HCR. D’autres grands pays donateurs ont également réduit leurs dépenses. «*Les coupes budgétaires limitent considérablement notre capacité à protéger les réfugiés et les familles déplacées des effets des phénomènes météorologiques extrêmes*», a déploré M. Grandi. «*Pour prévenir de nouveaux déplacements, le financement de la lutte contre le changement climatique doit parvenir aux communautés qui vivent déjà dans des conditions précaires*», a-t-il exhorté. «*Cette COP doit déboucher sur des actions concrètes, et non sur de vaines promesses*.» La 30^e conférence de l’ONU sur le climat, qui s’ouvre lundi et se tiendra jusqu’au 21 novembre à Belem (Brésil), doit réunir des représentants de dizaines de pays.

ZLECAF

L'Afrique renforce ses alliances commerciales afin de stimuler les marchés

Face aux tensions géopolitiques et aux incertitudes économiques mondiales, les dirigeants africains misent sur l'intégration continentale pour transformer les échanges et stimuler la croissance. Portée par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), cette ambition s'appuie sur le développement des chaînes de valeur régionales et sur des partenariats repensés, notamment avec l'Union européenne.

Les dirigeants du continent multiplient les initiatives pour redéfinir leurs relations commerciales et renforcer la résilience économique. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a appelé récemment à une action concertée pour transformer la structure des échanges africains. « *L'Afrique doit passer de l'exportation de matières premières à la création d'industries à valeur ajoutée et à une croissance économique inclusive* », a-t-il affirmé, insistant sur la nécessité d'une industrialisation portée par le commerce intra-africain.

Lancée en 2019, la ZLECAF représente le projet économique le plus ambitieux du continent. Elle vise à stimu-

ler de 52 % le commerce intra-africain d'ici 2030, en supprimant progressivement les barrières tarifaires et en favorisant la libre circulation des biens, des services et des capitaux. En 2024, les échanges intra-africains ont atteint 208 milliards de dollars, en progression par rapport aux années précédentes. « *L'action collective du continent sera cruciale pour son indépendance économique* », a déclaré Wamkele Mene, secrétaire général de la ZLECAF. Parallèlement, les partenaires continuent de se re-

positionner sur le continent, notamment l'Union européenne(UE), la Chine, les Etats-Unis. À travers son initiative Global Gateway, l'UE prévoit de mobiliser 400 milliards d'euros d'investissements d'ici 2027, destinés à soutenir les infrastructures vertes, la transition énergétique et la numérisation en Afrique. L'UE demeure le premier partenaire commercial et investisseur du continent. Selon la haute représentante de l'UE pour les affaires étran-

gères, Kaja Kallas, l'Europe entend approfondir cette coopération dans un esprit de codéveloppement et de transformation industrielle. Avec une population jeune et dynamique, l'Afrique dispose du potentiel entrepreneurial et riche en ressources essentielles aux transitions écologique et numérique. « *Notre engagement mutuel offre une occasion unique de rapprocher encore davantage nos économies et nos populations, au bénéfice des deux continents* », a as-

suré Kaja Kallas. Au-delà des chiffres, les dirigeants africains misent sur la ZLECAF comme catalyseur d'une nouvelle ère industrielle, centrée sur la production locale, la création d'emplois et la diversification des économies. Le développement des chaînes de valeur régionales dans des secteurs stratégiques — agriculture, minerais critiques, énergie verte et numérique — est désormais au cœur des politiques nationales. Cette dynamique vise à réduire la dépendance du continent aux exportations brutes et à accroître sa capacité à affronter les chocs mondiaux, tout en assurant une croissance inclusive et durable.

Fiacre Kombo

« *L'Afrique doit passer de l'exportation de matières premières à la création d'industries à valeur ajoutée et à une croissance économique inclusive* »

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le Congo, premier pays africain bénéficiaire des accords au marché préférentiel chinois

La République du Congo a conclu récemment à Shanghai, en Chine, des accords commerciaux préférentiels avec la chine, lui permettant d'exporter ses produits vers la Chine à taux zéro. Il devient désormais pays pilote sur le continent à bénéficier de cet atout commercial important.

Le protocole d'accord a été signé en marge de la 8ème exposition internationale d'importation de la Chine organisée dans la ville chinoise de Shanghai. Cet accord supprime désormais tous les droits de douane sur les produits fabriqués au Congo et exportés vers la Chine, a annoncé le ministère en charge de la coopération internationale, Denis Christel Sassou Nguesso.

Le dit accord s'inscrit dans le cadre du contrat de partenariat économique pour le développement partagé sur les récoltes précoces (Cadepa), en vue de booster le développement des filières locales porteuses de croissance et de la plu value, particulièrement l'agro-industrie, a souligné le ministre de la coopération internationale ministre de la coopération internationale et de la promotion du partenariat public-privé cité par le média en ligne Eco Matin.

Pour le Congo, ce protocole d'accord permettra au pays de renforcer sa dynamique commerciale et de contribuer à son développement économique.

Firmin Oyé

11^e SOMMET MONDIAL SUR LA PAIX

Les dirigeants mondiaux mettent en évidence des initiatives de paix

Dans le but d'établir un monde pacifique et de paix, Heavenly Culture, World Peace, Restoration of Light (HWPL), une ONG internationale pour la paix, avait accueilli à Cheongju, République de Corée, le 11^e sommet mondial de la paix HWPL, réunissant huit-cent dirigeants mondiaux. Le sommet qui s'est tenu à Cheongju, a présenté les réalisations et la vision de l'organisation pour la paix, en mettant l'accent sur la collaboration entre les gouvernements, les organisations internationales et la société civile.

Le sommet de cette année a mis en évidence des progrès majeurs dans trois domaines clés. En droit international, le cadre juridique proposé par HWPL, la Déclaration de paix et de cessation de guerre (DPCW), a acquis une traction significative, y compris le Parlement d'Amérique latine et des Caraïbes (PARLATINO) et seize autres organes parlementaires et gouvernementaux adoptant des résolutions à l'appui de la déclaration.

L'éducation à la paix de HWPL est en cours d'institutionnalisation dans les programmes d'études des écoles publiques. Le ministère zambien de l'Éducation a mis en œuvre le programme dans toutes les écoles de sa capitale, Lusaka, avec des plans d'expansion à l'échelle nationale. La Mongolie a également intégré le programme dans son système éducatif.

Dans le dialogue interconfes-

sionnel, le Comité de la paix Solidarité des religions (SRPC) a été lancé. Depuis 2023, l'Académie internationale de la paix religieuse HWPL a été mise en œuvre en tant que programme d'apprentissage interconfessionnel, officiellement reconnu dans plusieurs pays comme une plateforme permettant aux dirigeants et aux citoyens de s'engager dans un dialogue centré sur la paix. Le président Lee Man-hee de HWPL a déclaré qu'un conflit ne peut être jamais bon. « *Seule la réalisation de la paix est vraiment bonne. Si nous ne parvenons pas à établir un monde pacifique à notre époque, nous accablerons les générations futures de conflits. Ce que nous laissons derrière nous doit être un monde de paix, pas un monde de conflit. Le travail qui est devant nous aujourd'hui est de nous engager dans des actes de bonté* », a-t-il souligné.

Ancien président de la Croatie H.E. Ivo Josipovic a indiqué : « *Nous devons tous être conscients que notre activité d'interdiction de la guerre dans le monde entier est plus importante que jamais* », soulignant que les réalisations de cette année sont la garantie que l'humanité atteindra un jour la paix éternelle.

En définitive, le sommet a également abordé la réunification pacifique de la Corée et a noté une augmentation rapide de l'adhésion mondiale du HWPL, qui dépasse maintenant 580 000 membres. Après l'événement principal à Cheongju, les événements satellites se poursuivront dans 78 villes du monde entier jusqu'en octobre, avec plus de 15 000 dirigeants qui devraient participer à d'autres discussions sur les stratégies de consolidation de la paix.

Guillaume Ondze

SANTÉ

Une tendance baissière des cas de Mpox

Le Comité de coordination stratégique a tenu sa réunion pour le compte de la 44ème semaine épidémiologique sur les menaces sanitaires en RDC dont le Mpox (variole du singe), la maladie à virus Ebola (MVE), le choléra, ainsi que les activités liées à la rougeole et aux Journées de vaccination supplémentaires (AVS) contre la poliomyélite.

S'agissant de Mpox, il a été révélé que la réponse à la variole du singe reste dans une phase de désescalade, avec une tendance à la baisse des notifications, estimées à 711 cas à la semaine 44. La létalité continue également de diminuer. Néanmoins, le Comité de coordination a reconnu une augmentation des cas dans la province du Sankuru où une équipe technique appuyée par l'Inspection Générale de la Santé va bientôt être déployée pour renforcer la riposte. Des ressources importantes ont déjà été mobilisées dans cette zone et une évaluation des résultats est prévue.

Toujours dans le cadre de la riposte, les activités de vaccination et d'extension du réseau de laboratoires de biologie moléculaire se poursuivent afin d'améliorer la détection de la Mpox dans l'ensemble du pays. Quant à la réponse au virus Ebola (MVE), le Comité a fait savoir que le pays se trouve actuellement à 20 jours de la désactivation de la réponse à la maladie prévue pour le 30 novembre prochain. Les activités de surveillance épidémiologique demeurent renforcées dans l'épi-



Des participants à la réunion du Comité de coordination stratégique/DR

centre de Bulape, ainsi que dans les zones de santé voisines et élargies, notamment Tshikapa et Kananga.

Un plan de résilience, d'un montant estimé à 20 millions de dollars, a été également présenté. Ce

plan vise à renforcer le système de santé au-delà des interventions d'urgence. Les partenaires ont été invités à s'aligner et contribuer à son financement.

À ce jour, plus de 45 000 personnes ont été vaccinées contre

la MVE, et la RDC s'apprête à solliciter des doses additionnelles pour renforcer sa capacité de réponse face à d'éventuelles épidémies futures.

La réponse contre le choléra connaît aussi une désescalade,

bien que certaines provinces, notamment le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Haut-Lomami, enregistrent encore des taux élevés de cas liés à l'insécurité persistante. La cartographie actualisée de la rougeole indique 176 zones de santé en alerte. Les équipes travaillent à compléter les données individuelles pour affiner la cartographie et préparer l'introduction du nouveau vaccin bi-antigène RR (Rougeole-Rubéole). Le déploiement des superviseurs nationaux dans les 7 provinces ciblées débutera le 15 novembre 2025. Le niveau national de préparation est estimé à 70%, malgré quelques retards de financement au Haut-Katanga et au Lualaba, qui seront résolus dans les prochains jours.

Enfin, la réunion a noté que les préparatifs des activités de vaccination contre la poliomyélite avancent de manière satisfaisante. Ces activités s'inscrivent dans le cadre des activités supplémentaires de vaccination, visant à renforcer la couverture vaccinale et prévenir la résurgence du poliovirus dans le pays.

Blandine Lusimana

MALI

La fin d'une ère d'influence occidentale

Face à l'effondrement sécuritaire et énergétique, Paris et Washington actent leur retrait.

Le Quai d'Orsay ne laisse plus place à l'ambiguïté. Dans un communiqué inhabituellement explicite, la France a recommandé le 7 novembre à ses ressortissants de « quitter le Mali dès que possible », évoquant un climat « imprévisible et volatile ». Les mots sont forts et traduisent une réalité : le Mali n'est plus seulement un État en crise, mais un territoire en décomposition sécuritaire. Les routes du nord et du centre sont désormais contrôlées par des groupes armés affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique, tandis que la pénurie de carburant paralyse la circulation, les approvisionnements et l'économie informelle. À Bamako, les stations-service sont à sec, les transports collectifs s'arrêtent et les files s'allongent sous un soleil de plomb.

Un double signal diplomatique

Quelques jours plus tôt, Washington avait lancé le même avertissement à ses ressortissants, évoquant une « dé-

térioration rapide » et autorisant le départ du personnel non essentiel. Ces deux signaux conjoints confirment un constat partagé : le Mali est devenu ingouvernable, même pour ses partenaires traditionnels. Depuis la rupture avec la France et la montée en puissance du partenariat russo-malien, la sécurité s'est davantage dégradée que stabilisée. Les mercenaires du groupe Wagner - désormais intégrés au dispositif militaire russe - peinent à contenir l'insurrection djihadiste qui s'étend du nord de Gao jusqu'aux frontières burkinabè et nigérienne.

Un effondrement énergétique et économique

La crise actuelle révèle aussi la fragilité énergétique du pays. Dépendant quasi totalement des importations de carburant via les ports côtiers d'Abidjan et de Dakar, le Mali subit de plein fouet les ruptures logistiques et la spéculation régionale. Les pénuries s'ajoutent

à l'isolement financier d'un régime sous sanctions régionales, accentuant la paupérisation des ménages urbains. L'économie malienne, déjà asphyxiée par l'insécurité, entre dans une spirale de paralysie : transports bloqués, vivres rares, inflation record.

Le Sahel, champ de repositionnement géopolitique

Pour Paris et Washington, cette évacuation marque la fin d'un cycle. Dix ans après le lancement de l'opération Serval, le Mali s'éloigne définitivement de l'orbite occidentale. Le vide laissé au Sahel profite à la Russie, qui consolide sa présence militaire, et à la Chine, déjà active sur les corridors miniers. Mais la guerre d'influence qui s'y joue est avant tout économique et énergétique, sur fond de crise alimentaire et climatique croissante. L'appel à quitter le pays sonne donc comme un aveu d'impuissance stratégique. Dans un Sahel où l'État se délite, la géopolitique se confond désormais avec la survie.

Noël Ndong

La Commission de l'UA appelle à une action internationale urgente

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA) Mahmoud Ali Youssouf a fait part dimanche de sa profonde préoccupation face à la dégradation de la sécurité au Mali, où un blocus jihadiste asphyxie plusieurs régions, et appelé à une action internationale urgente.

Depuis plusieurs semaines, les jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM, affilié à Al-Qaïda), imposent jusqu'à Bamako un blocus des importations de carburant en attaquant les convois, étranglant l'économie du pays sahélien enclavé et affaiblissant la junte au pouvoir.

«*Mahmoud Ali Youssouf exprime sa profonde préoccupation face à la détérioration rapide de la situation sécuritaire au Mali, où des groupes terroristes ont imposé un blocus, interrompu l'accès aux biens essentiels et aggravé de manière dramatique la crise humanitaire pour les populations civiles*», indique l'UA dans un communiqué posté sur X. «*Le président de la Commission exhorte à une réponse internationale forte, coordonnée et cohérente pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Sahel*», poursuit l'UA.

Depuis 2012, le Mali fait face à une profonde crise sécuritaire, nourrie notamment par les violences du JNIM et des autres jihadistes de l'organisation Etat islamique (EI), ainsi que de groupes criminels communautaires.

La France a recommandé vendredi aux ressortissants français de quitter temporairement le Mali «dès que possible», soulignant la dégradation du contexte sécuritaire. La semaine précédente, les Etats-Unis et le Royaume-Uni avaient annoncé l'évacuation de leur personnel «non essentiel» et de leurs familles face à la dégradation de la situation.

D'après AFP

TÉMOIGNAGE

Dominique Gentil Nkounkou rend hommage à Dieudonné Benito Amouzoud

Sous le choc à la suite de l'annonce du décès de Dieudonné Benito Amouzoud le 28 octobre en France, Dominique Gentil Nkounkou rappelle avec émotion tout le travail accompli par le promoteur du Centre d'Etudes et sport la Djiri.

Emu, Dominique Gentil Nkounkou a qualifié de « grande perte » la disparition du président de la Fondation Rêves de Gosses. Ensemble, ils avaient travaillé pour assurer une visibilité internationale au Centre d'Etudes et sport la Djiri dont l'illustre disparu était le promoteur. Il lui rend un hommage pour l'ensemble de ses œuvres, pour son parcours et son esprit de sacrifice.

« Je rencontrais un homme passionné de football et qui a tout donné de sa vie pour s'investir et investir dans le football. Après son passage comme président de la section football de l'Etoile du Congo, il s'est mis à rêver et a réalisé l'implantation d'un Centre études et sport, le premier au Congo. On n'y faisait pas que du football ; il y avait aussi du basketball, du judo, du karaté. Il a réalisé cette œuvre qui n'avait rien à envier à certaines structures en France. Les conditions étaient réunies et les infrastructures dignes d'une



Le CESD l'une des grandes réalisations de Dieudonné Benito Amouzoud

formation professionnelle », a-t-il témoigné. Une vision du « football business » selon lui, qui a pris forme quand Dieudonné Benito Amouzoud n'a pas lésiné sur les moyens pour recruter du personnel qualifié pour le CESD. Le professeur Mayanith a été le premier à incarner techni-

quement la structure. Grâce à lui, le centre a signé un partenariat avec les Italiens. « Après la fédération, il m'a consulté à la demande de Mayanith pour que je les rejoigne. Je les ai rejoints et ensemble, on a essayé, toujours avec son esprit de sacrifice, de faire en sorte que l'on puisse faire rayon-

ner non seulement son centre mais aussi le football congolais à travers la formation », a commenté Dominique Gentil Nkounkou. Et d'ajouter : « Ensemble, nous avons recruté un directeur technique qui était Vincent Rautureau. Avec lui, nous avons donné une dimension internatio-

nale au CESD. L'équipe du centre a participé à trois tournois en France et en Afrique du sud. Grâce à ses rêves, nous avons aussi institué la Djiri Cup qui est devenue internationale. Nous avons ainsi pu participer à des sélections nationales comme celle du Gabon et une équipe française est venue. »

La rigueur dans la formation de ce centre a vu naître de talentueux joueurs comme Durel Avounou, Harvy Ossiété, Exaucé et tant d'autres qui ont porté le maillot de l'équipe nationale avant que cet élan ne soit brisé.

« Il était un maillon important de la mutation que l'on a commencé à donner à notre football. C'est un grand monsieur et c'est une perte considérable. Mais c'est la loi de la nature », a-t-il regretté. Dieudonné Benito Amouzoud s'en est allé mais ses œuvres restent éternelles. Et tous les joueurs formés par le CESD s'en souviendront.

James Golden Eloué

NÉCROLOGIE

Ulrich Ngarila, les familles Ngoma, Setso, Monékéné, Ndouboukoulou et Maléla ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père, oncle et frère Mathieu Ngarila, militaire à la retraite ayant évolué au 36^e BIM, survenu le dimanche 26 octobre à Brazzaville.



La veillée mortuaire se tient au rond-point Mouhoumi sur l'avenue de l'étage au n°39 de la rue Nzongo.

Le programme des obsèques se présente ainsi qu'il suit :

Samedi 15 novembre :

- 9h00 : levée de corps à la morgue de Makélékélé ;
- 10h à 14h : recueillement et absout au domicile ;
- 15h : départ pour le cimetière privé de Mayitoukou ;
- 16h : retour au domicile et fin de la cérémonie.



Le Directeur de l'administration et des ressources humaines a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la Présidence de la République du décès de Mr. Malanda Gabriel attaché à la présidence de la République, décès survenu le vendredi 31 octobre 2025 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°518 avenue Charles de gaulle au croisement de la rue Nkouka-Batéké à Baongo. Le Directeur de l'administration et des ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée

NIARI

Dolisie bientôt dotée d'une agence de la BEAC

Le chef-lieu du département du Niari, Dolisie, va abriter la quatrième agence de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (Beac) en République du Congo. Le gouvernement, par le biais du ministre d'Etat en charge des Affaires foncières, Pierre Mabiala, a affecté symboliquement, le 8 novembre dernier, trois hectares de terre sur lesquels sera bâti cette nouvelle agence.

Cet immeuble moderne adapté aux standards en la matière, sera la quatrième structure de la Beac en République du Congo, après les directions nationales de Brazzaville, de Pointe-Noire, et les agences de Ouessou et d'Oyo. Elle sera érigée en plein centre de la ville de l'or vert, à quelques encablures du garage administratif de la mairie.



L'immeuble abritera des bureaux, des salles de réunion de haut standing, un restaurant d'entreprise moderne et des installations. Construite pour rapprocher l'institution de la population, l'agence Beac de Dolisie permettra de faciliter l'approvisionne-

ment des banques et des établissements de microfinance de la zone et de soutenir davantage les opérations du trésor dans ce département. Elle va contribuer surtout à une meilleure inclusion financière des populations et des entreprises.

Firmin Oyé

FAKE NEWS

Nos lecteurs et nos abonnés ont dû voir passer cette publication attribuée fâcheusement aux Dépêches de Brazzaville. Il s'agit d'une vraie Fake News à laquelle il ne faut pas prêter attention.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE JOURNAL DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

Guérison miraculeuse d'un membre du Sénat africain

Madame Honorine guérie du cancer du sein grâce au traitement SANITAS

« J'ai parcouru plusieurs pays, jusqu'en Chine, à la recherche d'un traitement contre mon cancer du sein... en vain. C'est finalement dans la nature, avec le traitement SANITAS BIO, que j'ai trouvé la guérison »

Document publié avec l'accord de Madame HONORINE membre du sénat

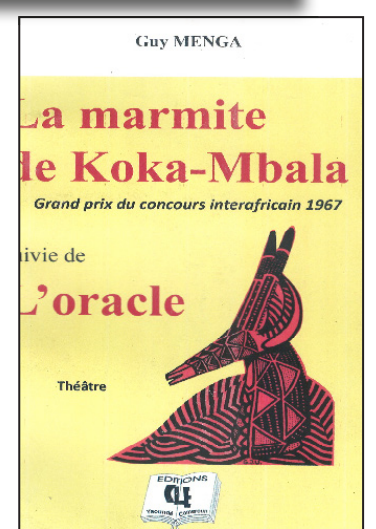
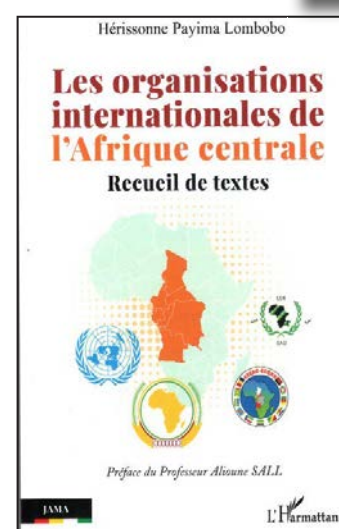
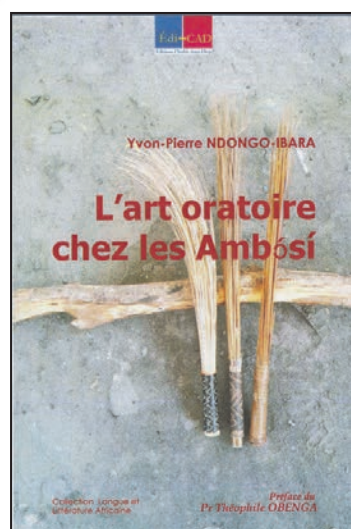
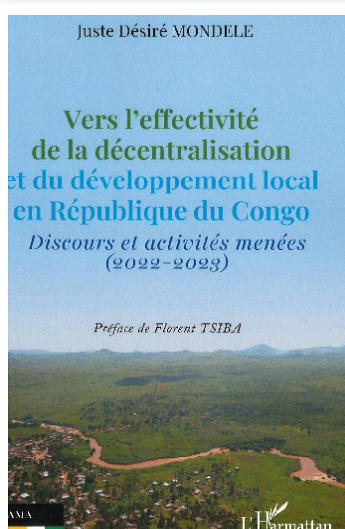
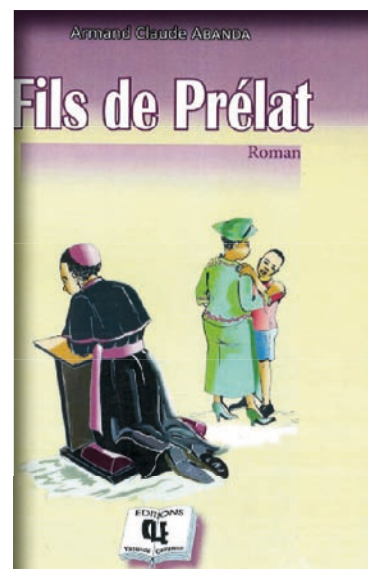
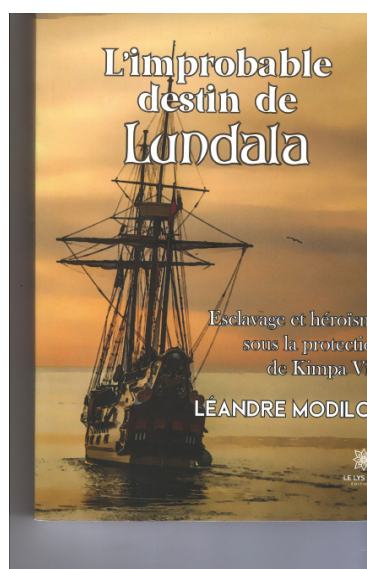


INCROYABLE, MAIS NATUREL!

MADAME HONORINE RECOMMANDE À LA POPULATION AFRICAINE DE CONSOMMER SANITAS POUR LA GUÉRISON DE TOUTES MALADIES DIFFICILES



EN VENTE



SOLUTION :

Le mot-mystère est : MEZZANINE

D	E	T	A	I	L		A	D	O
O	V	I	N		A	U	G	E	S
R	E	A	G	I		S	E	C	
S		R	E	N	T	E		H	O
A	R	E		N	A	R	G	U	A
L	U		B	E	C		N	E	S
	S	K	I		T	A	O		I
N	E	I	G	E		L	U	N	E
A		P	R	U	N	E		E	N
S	A	P	E	S		A	I	R	
A	R	A		S	A	S		O	N
L	E		M	E	C		O	L	E
E	C	R	U		E	C	R	I	T

	R	E	J	C	E		O
S	A	N	S	C	U	L	O
P	O	T	I	N		L	A
L	I	C	H	E	T	T	E
A	T	E	L	E		R	E
S	T	A	R		S	M	I
	M		T		E	Q	U
J	O	B		S	I	N	U
	M	U	S	E	L	E	E
D	E	L	I	T	E	S	
L	E	G	S		T	A	N
R	E		N	E	V	R	O
T	H	E		L	E	U	R
O	T	A		M	A	L	T
E	N	G	I	N	S		I

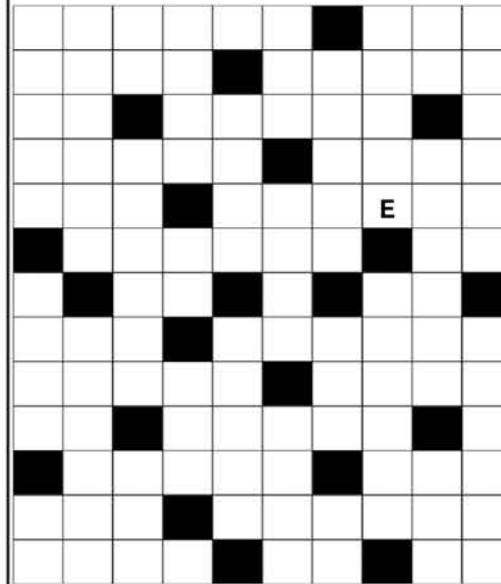
• SOLUTION DE LA GRILLE N°64 •

7	4	6	1	8	5	2	3	9
9	5	2	3	4	7	1	8	6
3	8	1	2	6	9	4	7	5
8	9	5	6	3	1	7	4	2
6	3	4	7	2	8	9	5	1
2	1	7	5	9	4	3	6	8
5	2	9	4	7	6	8	1	3
4	6	3	8	1	2	5	9	7
1	7	8	9	5	3	6	2	4

• SOLUTION DE LA GRILLE N°73 •

2	6	8	1	7	5	4	3	9
4	9	1	8	2	3	7	5	6
7	3	5	4	6	9	8	2	1
6	4	2	3	1	8	9	7	5
5	7	3	9	4	2	6	1	8
1	8	9	6	5	7	3	4	2
9	2	4	7	8	1	5	6	3
3	5	7	2	9	6	1	8	4
8	1	6	5	3	4	2	9	7

MOTS CASÉS 10X13 • N°169



2 LETTRES

AU - ET - EU - HE - MU - ON - OU - RI - RU - TE - TU - UN

3 LETTRES

AME - ELU - ERE - MER - MUR - NON - OSE - ROI - TOC - VER

4 LETTRES

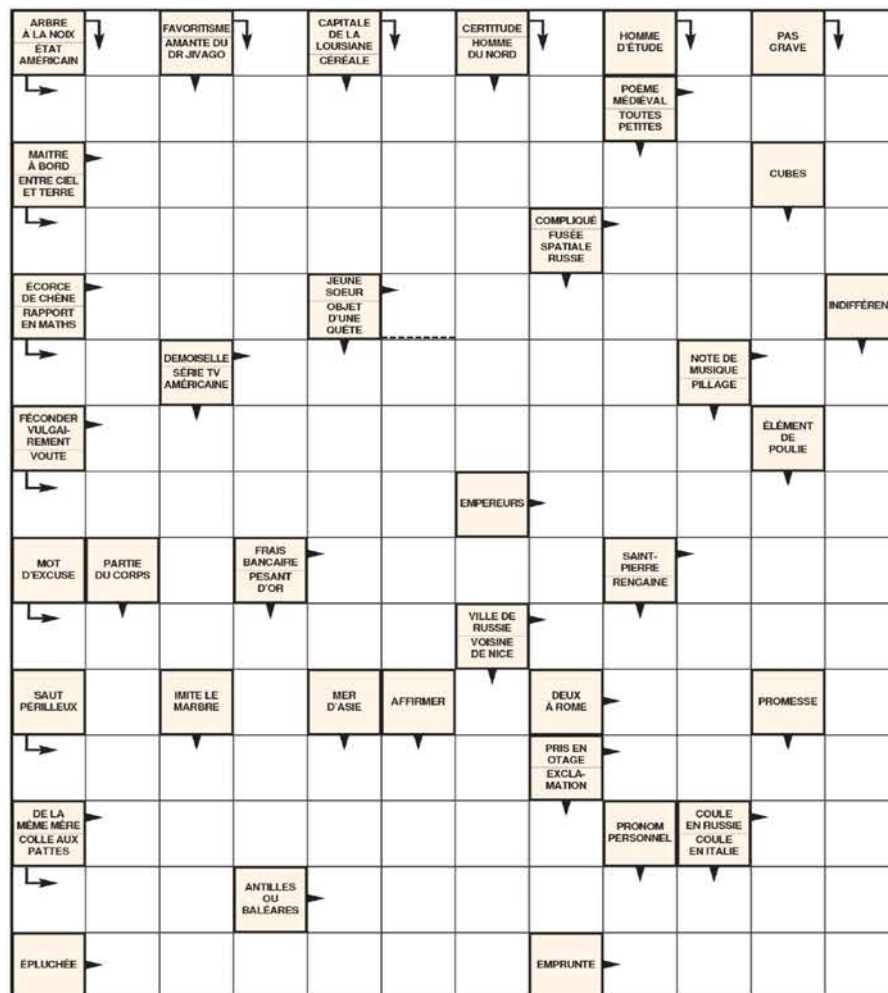
ERRA - ETRE - ETUI - INCA - OIES - MALT - ORAL - SIRE - USER

5 LETTRES

EPINE - LARVE - MITRE - OVINE - PEPIE - RECIT - VERIN - VERVE - VIOLS - VOLET

6 LETTRES

AVENUE - ECOSSE - ESSIEU - ETHERS - ETIOLE - LUTTER - MAUVES - OSIERS - PANSUE - REFLET - RELEVÉ - VERSET



E O R E G N A D C G N A T E E
J G X S E N I O R D R N M S R
A R U U U P N T E L O I R T B
U A P F E F E C N X X R F R O
G B E A R U N E A A A R U F S
E M G E O E X S M I X T U R E
L E R R T H T U F E A E N A E
U E E O O S C B L L R O T Y I
T E P L N U O N U F S I N O S
O R S H D E L P O S E O T N E
R V A C E C T F I P D R I E R
S I B Y L L E O F R E L O N M
E L I B E D M N A C R A C E E
L L I F O R P H R O T N E M N
E L P M E T C F R E Q U E N T

ASPERGE
BRUTAL
CARCAN
CHARDON
CHLORE
CONFRERE
DANGER
DEBILE
DORURE
EMBARGO
EMERITE
ETANG
FLUOR
FRELOIN
FREQUENT

GRIFFE
JAUGE
LIVRE
LUXUEUX
MAXIME
MENTOR
MIXTURE
MOISSON
PEAGE
PONCHO
POTENCE
PROFIL
RAYON
REFLUX

RIPOSTE
ROTONDE
ROTULE
SAXON
SENIOR
SERMENT
SIBYLLE
SOBRE
SUBTERFUGE
SYNTAXE
TEMPLE
TENOR
TEXAN
TRIOLET

• SUDOKU • GRILLE N°74 • FACILE •

	5			6		8	1	
	2			3	4		9	
	6	3	7			2		
8	1			2				
2	7		9		5		3	8
				1			2	9
		2			8	5	6	
	4		1	5			8	
	8	1		9			4	

• SUDOKU • GRILLE N°65 • DIFFICILE •

	1		5		2		3	
6							9	
		5	3		9	4		
	8		2	7	5		6	
	3						5	
	5		9	3	6		1	
		8	7		3	1		
5								3
	7		8		4		9	

50° ANNIVERSAIRE DE L'ANGOLA

Denis Sassou N’Guesso invité d’honneur des festivités

L’Angola a célébré, le 11 novembre, le cinquantième anniversaire de son indépendance par un grand défilé national placé sur le thème de la préservation des acquis nationaux. Parmi les invités d’honneur figurait le président congolais Denis Sassou N’Guesso, décoré dans la Classe d’honneur de l’Angola.

Les célébrations du cinquantième de l’indépendance de l’Angola, organisées au Mémorial António Agostinho Neto, ont réuni des milliers de citoyens ainsi que des membres de la diaspora. Les cérémonies se sont succédé, illustrant un récit collectif empreint de mémoire et de fierté nationale. Le président congolais Denis Sassou N’Guesso a été distingué dans la Classe d’honneur pour son engagement et son soutien aux combattants de la lutte pour la libération de l’Angola. Cette journée commémorative a non seulement rendu hommage au passé, mais a également consolidé les liens d’amitié entre l’Angola et le Congo. À l’instar des autres invités d’honneur, le chef de l’État congolais a assisté au défilé qui a débuté par des prestations de diverses organisations, notamment les étudiants, les administrations publiques, les ONG et associations. L’un des moments forts de la célébration a été la parade militaire, mettant en avant les troupes des unités de défense et de sécurité. Le passage des véhicules blindés a été particulièrement salué par les chefs d’État présents, dont Denis Sassou N’Guesso, qui a exprimé son soutien à la puissance



Denis Sassou N’Guesso recevant la médaille de João Lourenço/DR

militaire angolaise. Le président angolais João Lourenço a appelé à « *préserver et valoriser les réalisations accomplies, construire un avenir meilleur* », affirmant ainsi la volonté de son pays de poursuivre son développement. De la signature du livre de mémoire à la cérémonie de dépôt de gerbes au sarcophage d’António Agostinho Neto, jusqu’à la remise de la médaille commémorative au fondateur de la nation, chaque geste a été chargé de symbolisme. Le discours du président Lourenço, précédé de vingt et un coups de canon, a résonné comme un hommage à l’histoire tumultueuse de l’Angola, rappelant son parcours depuis la colonisation jusqu’à l’indépendance proclamée le 11 novembre 1975.

Fiacre Kombo

« RUMBA BOLINGO LIVE »

Brazzaville célébrera l’échange culturel en musique

Ce vendredi 15 novembre, Brazzaville vibrera au rythme de la rumba congolaise lors du spectacle « Rumba bolingo live », un concert exceptionnel né de la deuxième formation internationale dédiée à la rumba congolaise. Cette aventure musicale, portée par Djoson Philosophe et son orchestre Super Nkolo Mboka avec une équipe de musiciens venus de France, promet une soirée où l’âme de la rumba se mêlera à la fraîcheur de la découverte.

Après une première session réussie ayant réuni dix stagiaires français autour de la rumba, cette seconde résidence poursuit l’élan d’un projet ambitieux : faire de Brazzaville un véritable carrefour de transmission culturelle et de promotion de la rumba. Pegguy Maho, responsable de la formation témoigne de son succès : « nous avons eu des retombées déjà extraordinaires sur la première session avec les premiers stagiaires. Des clips ont été tournés, des chansons enregistrées, de nouveaux EP produits. Et là, on continue sur notre lancée avec une nouvelle équipe, une nouvelle émotion, une nouvelle saison ».

Inscrite depuis le 14 décembre 2021 au patrimoine culturel immatériel de l’humanité de l’Unesco, la rumba congolaise incarne des valeurs de partage, d’amour et de mémoire col-

lective. C’est précisément cette richesse que les musiciens français sont venus explorer. « Nous voulons approfondir nos connaissances, comprendre la musique de l’intérieur, apprendre son histoire et sentir son énergie ici, au Congo », a confié l’un des stagiaires.

Sous la direction artistique de Djoson Philosophe, cette résidence artistique se veut un véritable pont entre cultures. L’artiste formateur y voit une mission. « L’ambition de Bolingo ya Rumba est de permettre à la rumba congolaise de continuer à consolider son influence internationale, en combinant apprentissage et jeu. La formation immersive et le quiz pédagogique sont une passerelle entre culture, éducation et divertissement », a-t-il déclaré.

Merveille Jessica Atipo

VITALITY
présente

R B

OLINGO YA

RUMBA

MUSIQUE LIVE

Spectacle inédit issu de la 2ème formation internationale Rumba Congolaise avec Djoson Philosophe, le Super Nkolo Mboka et les musiciens français

SAMEDI 15 NOVEMBRE -20H-

KINDA
GARDEN LOUNGE

218 ALLÉE CHAILLU, EN FACE DU MESS DES OFFICIERS

RUMBA CONGOLAISE, PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL DE L'HUMANITÉ À L'UNESCO

entrée gratuite
information et réservation au 06 666 7065 / 06 192 47 04